

Hier pour demain...

La semaine passée fut commémoré, avec parfois ostentation, l'anniversaire du 10 mai 1981. Trente ans qu'accédait (3^{ème} élection), à la Présidence de la République, le candidat François Mitterrand ! Tous ceux qui ont vécu cet épisode de l'histoire de notre pays ne l'ont évidemment pas oublié, ne peuvent l'avoir oublié ! En effet, pour les uns, dès vingt heures, quelle joie, exubérante, immense, de voir le candidat représentant l'ensemble de la gauche parvenir au pouvoir après vingt trois ans de Vème République (1958) ! Pour les autres, au vu de ces résultats, quelle crainte, irrationnelle, panique, de l'avenir à court terme, pour eux comme pour leurs biens ! Retenons bien sûr que cette victoire couronna une démarche de conquête. A l'aspiration, profonde, majoritaire, de changement du peuple français, le postulant offrit aux électeurs un programme clair, républicain, ambitieux (Les 110 propositions) qui lui permit de rassembler toute la gauche. Ensuite, sa personnalité, malgré ses ambiguïtés ou contradictions, sa stature d'homme d'état qui le caractérisait avant même qu'il ne le soit, son éloquence, sa culture et son habileté tactique firent le reste... Mais l'arrivée de la gauche « aux affaires », péjorativement parlant, coïncidant avec l'évolution du capitalisme (néolibéralisme, Reagan, Thatcher), la politique de changement, contraire donc à « l'air du temps », rapidement, céda place à une « parenthèse » c'est-à-dire se transforma en « gestion ». Aujourd'hui, avec ce passé, tous ces souvenirs remis en mémoire, sachons, par analogie et analyse, réussir à mieux comprendre, décrypter la réalité actuelle même si le contexte est naturellement très différent, si la société a beaucoup évolué, si les mentalités ont énormément changé. Constatons que pourtant de profonds mécontentements se manifestent puisque la politique de financiarisation menée partout aggrave les inégalités, favorise l'augmentation du chômage, sacrifie le pouvoir d'achat des salariés et contribue, d'une façon plus générale, à une régression sociale, injuste. Même en France ! Et ne demande -t-on pas aux populations de certains pays de « payer » les folies et dérives des établissements bancaires et financiers ? Au vu de cette grave situation qui, la crise n'étant pas terminée loin de là, osera présenter à l'occasion de la prochaine élection présidentielle française un programme pour changer d'abord et véritablement les « règles du jeu », ici comme en Europe, pour mieux également répartir la richesse créée, pour reconstruire les services publics et surtout redonner confiance à tous ? N'en doutons pas, le rassemblement, nécessaire pour l'emporter, sera à ce prix mais le porteur de ce projet pour tous se verrait, comme il y a trente ans, soutenu ! Pour l'instant, nous n'en sommes pas là ! Mais l'espoir fait vivre...